

**PLAN GENERAL DE COORDINATION indice B
en matière de SECURITE et de PROTECTION de la SANTE**

Mis à jour au cours du chantier en application de l'article R 4532-47

CENTRE HOSPITALIER DU MANS

TRAVAUX DE MISE EN SECURITE DU SYSTEME SSI DU FONTENOY

Maître d'Ouvrage

CENTRE HOSPITALIER DU MANS
194, avenue Rubillard
72037 LE MANS Cedex 9

Maître d'Œuvre/Conduite d'Opération

TESSI INGENIERIE
2, rue de La Plaine
72000 LE MANS



Coordonnateur SPS
BECS

22 bis, bd Jean Monnet
44400 REZE

SOMMAIRE

1 – PREAMBULE	PAGE 5
2 – LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE	page 7
2.1 – PRESENTATION ET ADRESSE DE L'OPERATION	
2.2 – RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE L'OPERATION	
2.3 – MAITRISE D'OUVRAGE	page 8
2.4 – MAITRISE D'ŒUVRE	
2.4.1- COORDONNATEUR SPS	
2.5 – ORGANISMES OFFICIELS	page 9
2.6 – SERVICES D'URGENCE	
2.7 - SERVICES PUBLICS	page 10
2.8 – CONCESSIONNAIRES	
3 – CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	page 11
3.1 – CALENDRIER GENERAL DES TRAVAUX	
3.2 – MESURES D'ORGANISATION GENERALES PAR LOT OU CORPS D'ETAT	
3.2.1 – TOUS LES LOTS	
4 – LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT	page 15
4.1 – CIRCULATIONS	
4.2 – ENGINS, MATERIELS ET LEVAGE	
4.3 – CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX	
4.4 – INSTALLATIONS DE CHANTIER	page 16
4.5 – PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES	
5 – LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	page 18
5.1 – AUTRES CHANTIERS A PREVOIR	
6 – LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANTE	page 18
6.1 – HYGIENE ET CONDITIONS D'HEBERGEMENT	
6.2 – CANTONNEMENTS	page 19
7 – LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE Y COMPRIS LES RISQUES D'INCENDIE	page 19
7.1 – RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES A L'OPERATION	
7.2 – MESURES D'ORGANISATION DES SECOURS	
7.3 – DISPOSITIONS PROPRES A CHAQUE ENTREPRISE	page 21
7.4 – PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	
7.5 – EXEMPLE DE FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT	
8 – LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	page 22
8.1 – ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE	
8.2 – ENTREPRISES TITULAIRES	
8.3 – SOUS-TRAITANTS	
8.4 – TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	
8.5 – PERSONNELS INTERIMAIRES	
8.6 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ENTREPRISES	
8.7 – SUJETIONS DUES A LA PRESENCE SIMULTANEE D'ENTREPRISES SUR LE CHANTIER	

9 – DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE
10 – ANNEXES**page 24**
page 25

Annexe n° 1 : P.P.S.P.S.

Annexe n° 2 : Boîte de secours

Annexe n° 3 : Fiche d'intervention de sous-traitant

Annexe n° 4 : Consignes de premiers secours

- **Evolution du PGCSPS**

Indice	Date	Modification	Diffusion
Pour la phase : CONCEPTION			
A	23 juin 2020	Elaboration du PGCSPS initial	Maître d'Ouvrage Maître d'Œuvre
B	18 janvier 2021	Prise en compte demande MOA suite CR réunion du 11/12/20 Mise à jour Covid	Maître d'Ouvrage Maître d'Œuvre
Pour la phase : REALISATION			

1. PREAMBULE

La mission de coordination SPS a pour but de mettre en œuvre les principes généraux de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé, à savoir :

- ✓ Eviter les risques
- ✓ Evaluer le risque qui ne peut être évité
- ✓ Combattre les risques à la source
- ✓ Tenir compte de l'évolution de la technique
- ✓ Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux
- ✓ Planifier la prévention
- ✓ Donner la priorité aux protections collectives par rapport aux protections individuelles

Rappel : La mission de coordination SPS n'exonère en rien, ni dans la nature, ni dans l'étendue, la responsabilité qui incombe à chaque intervenant du chantier en matière de sécurité et de protection de la santé.

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET LEGISLATIVES

Les entreprises qui seront appelées à travailler sur le chantier sont informées que ce chantier est soumis aux dispositions légales créées par la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993 et les Décrets n°94-1159 du 26 décembre 1994 et n°95-543 du 4 mai 1995, ainsi que l'Arrêté du 25 février 2003 concernant les « travaux à risques particuliers », ainsi que du décret modificatif n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004



Au regard de la réglementation relative à la Sécurité et à la Protection de la Santé, cette opération a été classée par le Maître d'Ouvrage en 2^{ème} catégorie

Les entreprises retenues et agréées y compris sous-traitantes pour ce projet sont donc réputées connaître ces règlements et devront avant leur intervention sur le chantier réaliser une inspection commune avec le SPS et rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le PGCSPS définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier.

Celui-ci intégrera, en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) qui devront être remis par les Entreprises intervenantes et leurs sous-traitants (Art. R 4532-58 à R4532-66 du Code du Travail), après inspection commune avec le Coordonnateur (Art. R 4532-14 du Code du Travail), et selon le canevas du « cadre type de PPSPS » (Annexé au présent PGCSPS)



L'attention des Entreprises est attirée sur l'exigibilité de ce PPSPS. En son absence, l'Entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution court

Article L4744-5 du Code du Travail

Le fait pour l'Entrepreneur de ne pas remettre au Maître d'Ouvrage ou au Coordonnateur le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs prévu à l'Article L4532-9 est puni d'une amende de 9000 €.

Chaque entreprise intervenante s'engage à faire respecter par son propre personnel et celui de ses éventuels sous-traitants les dispositions du présent Plan Général de coordination Simplifié.

En aucun cas, la mission de coordination SPS n'exonère ni dans la nature, ni dans l'étendue, la responsabilité de chaque intervenant du chantier en matière d'hygiène et de sécurité.

Pour des impératifs de sécurité, le Coordonnateur sécurité se réserve le droit de modifier ou de compléter le présent Plan Général de coordination. Les modifications et/ou adjonctions seront immédiatement portées à la connaissance des entreprises et applicables à la date de leur parution, soit par l'envoi d'un PGC modificatif (en cas de grosses modifications par rapport au projet initial), soit par les remarques et consignes mentionnées tout au long du chantier dans les fiches du Registre Journal de l'opération.



Chaque entreprise intervenante sera responsable auprès de son personnel de la diffusion des règles ou consignes résultant du Plan Général de Coordination. Il remettra également à chacun de ses sous-traitants, un exemplaire du Plan Général de Coordination ainsi que, si nécessaire un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues et qui peuvent avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité du personnel du chantier.

Cette opération, comprend des travaux à risques particuliers : faisant apparaître notamment les types de risques suivants (liste non exhaustive) :

- Risque de chute de hauteur
- Risque de chute de plain-pied
- Risques liés à la co-activité
- Risque de blessures corporelles
- Risque électrique
- Risque Covid

Les entreprises feront une analyse complète et approfondie des risques encourus et des moyens qu'ils mettront en œuvre pour s'y opposer, le présent PGCS n'en définit que les principes généraux.

Privilégier les protections collectives par rapport aux protections individuelles, sans toutefois que la mise en œuvre de ces protections collectives provisoires génèrent des risques supérieurs à la phase de travail à accomplir.

AGREMENT DES SOUS-TRAITANTS



Un délai de 3 semaines est nécessaire entre le dépôt de la demande d'agrément et le début d'intervention du sous-traitant => 21 jours pour l'agrément par le Maître d'ouvrage (code des marchés publics) + 30 jours au code du travail (art L4532-9, R4532-56, R4532-57, R4532-60).

L'entreprise titulaire du marché devra indiquer au Coordonnateur la liste lot par lot des entreprises à qui elle envisage de faire appel dans le but de sous-traiter une partie de son marché.

Lorsque l'entreprise aura sélectionné son (ses) sous-traitant(s), elle le(s) fera agréer par le Maître d'Ouvrage.

Quand l'agrément du Maître d'Ouvrage est acquis et à ce moment seulement, l'entreprise prendra contact avec le CSPS afin de procéder à l'Inspection Commune du chantier (l'entreprise joindra à sa demande de rendez-vous, copie de l'agrément de son sous-traitant).

2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER.**2.1 PRESENTATION ET ADRESSE DE L'OPERATION**

L'opération concerne des travaux de mise en sécurité du système SSI du bâtiment Le Fontenoy au Centre Hospitalier du Mans

2.2 RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE L'OPERATION**2.2.1 DECLARATION PREALABLE.**

En application des articles L. 4532-1, L. 4532-18, R. 4532-2 et R. 4532-3 du Code du Travail, cette opération fait l'objet, de la part du Maître d'Ouvrage, d'une **Déclaration Préalable** (DP)

2.2.2 DATES ET EFFECTIFS PREVISIONNELS DE L'OPERATION :

- **Date prévisionnelle de démarrage** : septembre 2021
- **Délai prévisionnel d'exécution des travaux** : 13 mois répartis sur 4 ans
- **Nombre d'entreprises appelées à intervenir sur le chantier** : 7 lots hors sous-traitance
-
- **Nombre de travailleurs appelés à intervenir sur le chantier** :
 - Entre 2 et 12 compagnons

2.2.3 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

LOT	ENTREPRISE
Lot 01 : CFO	Non connue à ce jour
Lot 02 : CFA - SSI	Non connue à ce jour
Lot 03 : CVC POMBERIE - FLUIDES MEDICAUX	Non connue à ce jour
Lot 04 : MENUISERIES INTERIEURES	Non connue à ce jour
Lot 05 : MENUISERIES EXTERIEURES	Non connue à ce jour
Lot 06 : PLATRERIE - FAUX PLAFONDS	Non connue à ce jour
Lot 07 : REVETEMENTS DE SOL ET MURAUX - PEINTURE	Non connue à ce jour

2.3 MAITRISE D'OUVRAGE

NOM	?
CENTRE HOSPITALIER DU MANS 194, avenue Rubillard 72037 LE MANS Cedex 9	02 43 43 43 43

2.4 MAITRISE D'ŒUVRE – CONDUITE D'OPERATION

NOM	?
TESSI INGENIERIE 2, rue de La Plaine 72000 LE MANS	06 78 64 90 97

2.4.1 COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

NOM	?
BECS 22, bis, bd Jean Monnet 44400 REZE CSPS Titulaire : Gilles Cathelineau CSPS Suppléant :	06 07 44 51 96

2.4.2 LES AUTRES MAITRES D'OUVRAGES

Dans le cadre de ces travaux, d'autres **Maîtres d'Ouvrage** (ERDF-GRDF, SIDERM, FRANCE TELECOM, Travaux communaux, etc.) pourront intervenir dans l'emprise du chantier. Concernant leurs propres prestations de cette opération, ils les réaliseront en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la Loi n° 14.18 du 31.12.1993, portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92.57 du 24.06.92 et définies par les décrets du 26.12.94 et du 4 et 6 mai 1995, complété par le décret 2003-68 du 24 janvier 2003.

En particulier, les **Maîtres d'Ouvrage se concerteront** pour prévenir les risques résultant de l'interférence de leurs interventions, selon l'article L. 4531-3. A ce titre, **ce PGC en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sera remis aux Maîtres d'Ouvrage** concernés.

2.5 ORGANISMES OFFICIELS


NOM	?
O.P.P.B.T.P. - Comité Région Ouest 275, boulevard Marcel Paul 44800 SAINT HERBLAIN	02 40 49 68 02

NOM	?
C.A.R.S.A.T. Pays de la Loire 2, place Bretagne 44932 – NANTES Cedex 9	02 51 72 84 20

NOM	?
D.I.R.E.C.C.T.E. Boulevard Paixhans 72000 LE MANS	02 43 39 41 19

2.6 SERVICES D'URGENCES

• APPEL UNIQUE EUROPEEN		112
• SAMU		15
• POLICE SECOURS / GENDARMERIE		17
• POMPIERS		18

Service	Adresse	
CH du Mans	194 avenue Rubillard 72000 LE MANS	02 43 43 43 43
Centres Anti-Poison	ANGERS RENNES	02 41 48 21 21 02 99 59 22 22
SDIS de la Sarthe	13 boulevard Saint Michel 72190 COULAINES	02 43 54 65 50

2.7 SERVICES PUBLICS

Service	Adresse		
Mairie du MANS	Place de l'Hôtel de Ville	02 43 47 47 47	02 43 52 15 19
METEO	Météo France service BTP	0 892 68 72	
METEOROLOGIE NATIONALE	Aéroport de NANTES ATLANTIQUE 44340 BOUGUENAIS	02.40.84.80.19	02.40.84.80.18
ERDF	Secours	02.40.47.22.22	
ERDF	Urgence électricité	0 810 333 044	
GRDF	Secours	02.40.41.83.11	
GRDF	Urgence dépannage Gaz	0 810 433 444	
MEDECINS	S.O.S MEDECINS	02.40.50.30.30 ou 36.24	

2.8 CONCESSIONNAIRES

- **Concessionnaires**
Chaque entreprise intervenant aux travaux (titulaires et sous-traitants) se conformera au texte de référence : **Décret 91-1147 du 14 Octobre 1991**
- **Prise de connaissance des Concessionnaires et exploitants concernés**
Chaque entreprise intervenant aux travaux (titulaires et sous-traitants), se procurera en Mairie de la commune la liste des concessionnaires susceptibles d'être concerné par l'exécution des travaux dans la zone considérée.
- **DICT**
Chaque entreprise intervenant aux travaux (titulaires et sous-traitants) adressera aux Organismes concernés, sa « déclaration d'intention de commencer les travaux » (DICT), établie sur document réglementaire (liasse Cerfa n° 90-0189 disponible en mairie).

3. CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR.

3.1 CALENDRIER GENERAL DES TRAVAUX

Suivant planning prévisionnel

3.2 MESURES D'ORGANISATION GENERALES PAR LOT OU CORPS D'ETAT

3.2.1 TOUS LES LOTS

Connaissance des lieux et des conditions de travail

L'Entrepreneur s'assure :

- de la nature et de la situation géographique des travaux,
- de la nature des voies et des zones d'accès qui devront recevoir l'agrément du Maître d'Œuvre et qui devront être remises en l'état initial après exécution des travaux,
- de l'état de tous ouvrages et bâtiments existants dans l'emprise du chantier et à proximité du chantier,
- de l'implantation et de l'état de tous les réseaux présents dans Le magasin
- et de toutes autres circonstances susceptibles d'avoir une incidence sur la conduite et la réalisation des travaux ainsi que sur l'environnement du chantier.

Accès au chantier

- L'accès au chantier se fera par l'escalier de secours extérieur ou par l'entrée principale du Fontenoy pour l'utilisation de l'ascenseur LOGISTIQUE. L'utilisation de cet ascenseur se fera à l'aide d'un badge qui ne fonctionnera que sous certains créneaux horaires (7h00-9h00). Hors de des heures, l'escalier extérieur sera utilisé

Site occupé

- La première phase s'effectuera dans des locaux en principe sans occupation de personnel, toutefois, lors des différentes phases, les travaux pourront se faire en site occupé, ou ponctuellement occupé, dans ces conditions, la maîtrise d'oeuvre a prévu un découpage du planning permettant le passage du personnel par des chambres après création d'une ouverture et mise en place d'un sas dans la circulation contigüe aux travaux se déroulant dans les chambres du côté opposé, ce sas permettra l'accès à la zone travaux sans coactivité avec le personnel.



- Le chantier se déroulera ponctuellement dans un site en activité avec le personnel, les malades et le public, et notamment dans certaines circulations. Les entreprises devront suivant les cas mettre en place un balisage de leur zone de travail et ne rien laisser en leur absence, outillage, matériel, matériaux, etc

Demande CHM suite réunion du 11/12/20

- Le SAS devra être réalisé en dur (placo ou bois) et non en polyane avec une porte pleine de 110 de chaque côté. Si cela n'est pas possible prévoir une porte zippée au niveau du côté non pris par les ouvriers pour les trajets du quotidien.
- Des alèses humides seront posées en sortie du sas. Et des sur blouses et sur chaussures seront mises à disposition des compagnons pour leur circulation hors zone chantier. Il faudra limiter les déplacements des compagnons en dehors de la zone chantier
- Concernant les horaires, ils seront définis au cas par cas en fonction des unités. D'une façon générale, les approvisionnements seront réalisés avant 8h00 .
- Les gravats seront évacués dans des sacs fermés, aux horaires indiquées par les cadres des unités
- Dans la zone chantier une extraction provisoire sera installée pour mettre en dépression la zone.
- Tous les appareils portatifs (perceuses ; ponceuse ;) seront équipés d'un système d'aspiration à la source
- Dans la zone chantier et dans les chambres utilisées pour la circulation provisoire des purges régulières devront être réalisées par l'EHLS
- Pour les travaux à réaliser en dehors de cette zone chantier c'est à dire les travaux de remplacement du volet de désenfumage (milieu d'unité) et les travaux de modification du volet d'air neuf par un volet d'extraction à l'entrée de l'unité il faudra
 - 1. Installer un sas devant le châssis à remplacer ou à modifier : le sas devra être étanche et équipé d'une fermeture par Zip
 - 2. Prévoir une alèse humide permettant de retenir les poussières à chaque sortie du sas
 - 3. Les compagnons veilleront à la fermeture des portes de tous les locaux situés à proximité de la zone chantier
 - 4. La chambre située à proximité de la gaine à l'entrée de l'unité devra être inoccupée pendant ces travaux
- Pour les unités de consultations : U31, U33, les travaux seront réalisés en horaires décalés. Une prestation de nettoyage sera assurée avant ouverture (Informez l'équipe EHLS au préalable)
- Pour les unités 32 et 74, ces unités font l'objet d'une dérogation : Dans le cas où cette dérogation est acceptée par le SDISS aucun travail de mise en sécurité n'est à prévoir pour ces deux unités

Amiante

- Les plans de repérage amiante avant travaux seront réalisés avant intervention

Protection contre le bruit

- L'entrepreneur veillera à utiliser des matériels dont le niveau sonore en fonctionnement est conforme à la législation et réglementation en vigueur. Aucun matériel ne devra produire un niveau sonore supérieur à 85 db.
- Il pourra être demandé d'exécuter les travaux bruyants dans des créneaux horaires imposés



Protection des réseaux divers

Suivant les cas, les réseaux seront neutralisés ou resteront en activité pendant les travaux pour le fonctionnement des services, les compagnons intervenants seront titulaires des habilitations nécessaires à leurs travaux, des attestations de consignation seront établies pour les zones où les réseaux sont consignés ou une signalétique sera mise en place concernant les réseaux restant en activité.

Nettoyage de chantier

Nettoyage journalier par chaque entreprise.

- En application du Code du Travail, chaque entreprise devra continuellement tenir propres les zones de travail, et devra, en conséquence, évacuer ses propres gravats et déchets dans les bennes ou containers. Les emballages, cartons, voiles polyanes, etc... devront systématiquement être évacués tous les soirs. Ce nettoyage sera réalisé journalièrement par chaque entreprise dans la zone où elle intervient. En cas de défaillance constatée, le nettoyage se fera au frais des entreprises travaillant dans la zone sans préavis par simple constatation du Maître d'œuvre d'un défaut de propreté.
- Les entreprises utiliseront de l'outillage et des modes opératoires ne générant pas ou un minimum de poussières, un nettoyage à l'humide sera réalisé systématiquement

Manutentions manuelles

- Les entreprises devront prendre les mesures nécessaires pour limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.
- Les manutentions verticales devront être organisées de telle sorte que les moyens mis à la disposition de l'organisation générale du chantier soient utilisés. Par l'ascenseur ou par l'escalier

Gestion des déchets

- Tous les déchets de chantier (gravats, emballages, matières plastiques, etc.) sont triés par les entreprises des différents lots et évacués quotidiennement.
- Il pourra être demandé d'évacuer les gravats dans des créneaux horaires imposés

Protection incendie du chantier – Permis feu

- Tous les entrepreneurs participant aux travaux doivent concourir à la protection incendie du chantier jusqu'à la prise de possession par le Maître de l'Ouvrage. Ils doivent prendre contact avec le PC Sécurité du CHM situé au Fontenoy N1 hall d'accueil.
- Demande de permis feu pour tous travaux par point chaud

Protections contre les conditions climatiques

L'exposition professionnelle au froid, naturel ou artificiel, peut se rencontrer dans de nombreuses situations professionnelles, et peut engendrer des risques plus ou moins graves.

Pour le travail en extérieur, (exemples : salariés du BTP, salariés de l'industrie, etc.), seules des solutions techniques (abris, vêtements grand froid, gants, bottes fourrées, bonnet...) permettent une protection efficace. Pour le travail continu en extérieur par temps froid, il faut également prévoir des abris chauffés (et non surchauffés) comme des tentes, un campement ou des salles de repos (avec armoire chauffante permettant de stocker des vêtements de rechange).

Depuis le 1er Janvier 1993, en ce qui concerne l'aménagement des locaux de travail, le maître d'ouvrage est tenu de veiller à ce que les équipements et caractéristiques des locaux permettent « d'adapter la température à l'organisme humain pendant le temps de travail, compte tenu des méthodes de travail et des contraintes physiques supportées par les travailleurs, sans préjudice des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives aux caractéristiques thermiques des bâtiments autres que d'habitation » (article R.4213-7 et 8 du Code du travail).

L'employeur doit aussi veiller à ce que les locaux affectés au travail soient chauffés pendant la saison froide. « Le chauffage doit être assuré de telle façon qu'il maintienne une température convenable (article R.4223-13). En cas de froid, des moyens de chauffage suffisants sont aménagés pour les employés à l'intérieur de l'établissement (article R.4153-18).

Article R4225-1 du CT

*Les postes de travail extérieurs sont aménagés de telle sorte que les travailleurs.
.....a) Soient protégés contre les conditions atmosphériques ;*

Article R4213-7 du CT

Les équipements et caractéristiques des locaux de travail sont conçus de manière à permettre l'adaptation de la température à l'organisme humain pendant le temps de travail, compte tenu des méthodes de travail et des contraintes physiques supportées par les travailleurs.

Article R4223-15 du CT

L'employeur prend, après avis du médecin du travail et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, toutes dispositions nécessaires

4. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

4.1 CIRCULATIONS

Circulations horizontales et verticales

Les circulations horizontales devront être en bon état et libres de tout obstacle tel que matériaux, matériels, outillages qui peuvent occasionner des chutes de plain-pied.

Circulations verticales : escalier et ascenseur du site

Utilisation des ascenseurs du site

l'utilisation d'ascenseur du site, est réglementée, seuls les ascenseurs logistiques sont utilisables à des horaires qui seront indiqués lors de la phase de préparation. Interdiction absolue d'utiliser les ascenseurs visiteurs et monte-malades. Enfin l'accès général du site en véhicule, est restreint aux seuls véhicules entreprises, les véhicules privés n'ont pas accès et doivent stationner sur le parking visiteurs.

Approvisionnement du chantier

Les entreprises devront :

- Prendre des dispositions pour séparer les cheminements des personnels et des approvisionnements de chantier,
 - Assurer les entrées et sorties de véhicules sous la protection d'un chef de manœuvre,
 - Organiser le trafic des camions et faire respecter les contraintes pour l'évacuation et l'approvisionnement des matériaux et matériels du chantier.
- D'une manière générale, les piétons auront priorité au voisinage des accès du chantier.
- Les stationnements, mêmes temporaires, d'engins de chantiers hors emprises sont soumis à l'accord des Services Techniques du CHM
- Les horaires d'approvisionnement seront indiqués en période de préparation .

4.2 ENGINS, MATERIELS ET LEVAGE

Autorisations de conduite des engins

- La conduite des véhicules et engins ne pourra être confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement et munies :
 - d'un permis correspondant à la catégorie du véhicule immatriculé
 - d'une autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'engin suivant la recommandation n° 372 adoptée CNT - BTP, applicable à partir du 1 Janvier 1997.

4.3 CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX

Délimitation et aménagement des zones de stockage

- Stockage à définir en préparation



4.4 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Cantonnement

- Il sera utilisé un sanitaire homme -femme du site. Les compagnons devront se changer à l'entreprise, **il n'est pas prévu de vestiaire ni de réfectoire. Possibilité de se restaurer à la cafétéria du CHM**

Electricité de chantier

- A partir des réseaux du site.

Eclairage de chantier.

- Eclairage du site.

Raccordement en eau

- A partir des réseaux du site

4.5 PREVENTION DES RISQUES ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

COVID 19

- Les entreprises respecteront en tous points les préconisations Covid en vigueur à la date des travaux et notamment : les gestes barrières, le port du masque, le lavage régulier des mains

Protections collectives :

- **Chaque Entreprise intervenante mettra en place et entretiendra les protections collectives nécessaires à ses propres travaux.**
- Les solutions collectives seront privilégiées par rapport aux solutions individuelles.
- Les protections collectives devront être entretenues et régulièrement vérifiées par l'entrepreneur qui en est responsable.
- Le matériel et les dispositifs de protection utilisés sur le chantier doivent être vérifiés avant mise en service en vue de s'assurer qu'ils sont utilisés conformément aux spécifications prévues par la Réglementation, la notice du fabricant et le présent PGCSPS.
- Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur. Elles ne peuvent être déposées que dans les cas suivants :
 - o après la disparition du risque,
 - o après la mise en place de la protection définitive prévue au projet,
 - o après la mise en place d'un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente.
- Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux de l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en œuvre.

- Le transfert de responsabilité quant à l'entretien de ces protections collectives provisoires fera l'objet d'une procédure particulière menée conjointement par le Maître d'œuvre, les Entrepreneurs concernés et le Coordonnateur.

Chutes de hauteur

- Tous les corps d'état amenés à réaliser des travaux intérieurs et en hauteur devront proscrire l'utilisation de l'escabeau et utiliser des Plates-formes Individuelles Roulantes (PIR), des Plates-formes Individuelles Roulantes Légères (PIRL) ou des échafaudages roulants. L'utilisation de ces derniers sera réalisée par du personnel ayant suivi les formations adéquates (Montage, démontage, utilisation de l'échafaudage) et qui respecteront les recommandations R 457 et R 408 de la CRAM. Il en sera de même pour l'utilisation d'un échafaudage de pied.
- L'utilisation de l'échelle comme poste de travail est formellement interdit. L'échelle n'est qu'un moyen d'accès. Elle doit être bloquée en pied, arrimée en tête et dépasser de 1 mètre l'accès qu'elle dessert.

Compte tenu du contexte des travaux, de l'exiguïté de certaines zones, de la promiscuité avec les personnel, malades et le public dans certaines circulations , le travail à l'escabeau (utilisation des 3 premières marches) sera toléré selon les cas, un accord du SPS sera nécessaire

- **Concernant la pose des menuiseries extérieures, il sera mis en place à partir de la terrasse un échafaudage volant ou une nacelle négative permettant de desservir les différents niveaux. La mise en place de ces matériels sera soumise à vérification par un organisme indépendant 48h minimum avant utilisation, sous-réserve de remise d'un PV sans non-conformité. La possibilité d'intervenir à partir de l'intérieur avec un harnais de sécurité et stop-chute fixés sur un arrimage type perche sol/plafond ou autre reste une option envisageable qui devra être soumise au MOE et CSPS.**

Manutentions manuelles des charges.

- En application du Décret n°92-958 du 3 Septembre 1992, l'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour éviter le recours à la manutention manuelle de charges par des travailleurs. Il devra prévoir les moyens adéquats et notamment l'utilisation d'engins mécaniques.
- L'Entrepreneur définira dans son Plan Particulier et de Protection de la Santé (PPSPS) les moyens de manutention spécifiques prévus. Il précisera le poids des éléments à manutentionner et les consignes d'utilisation.
- Manutention manuelle à prévoir par l'escalier au rdc pour les matériaux ne pouvant être montés par l'ascenseur

Procédure d'habilitation.

- Les Entreprises sont tenues d'appliquer la procédure d'habilitation des électriciens (ou non électriciens, si nécessaire), conformément aux dispositions des publications UTE C 18.150 et C 18.530.
- Il est rappelé que tout titre d'habilitation doit être justifié par une formation appropriée et un contrôle des connaissances acquises.

Equipements individuels du personnel

- Pendant toute la durée des travaux, les Entreprises mettront à la disposition de leur personnel, les E.P.I. Equipements et les Protections Individuelles, normalisées, adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention, soit :
 - Casquette à coque
 - Chaussures de sécurité (obligatoire),
 - Protections auditives (obligatoire à partir de 85 dBA),
 - Gants adaptés aux risques (pour les manutentions manuelles),
 - Lunettes (pour toute tâche exposant à des éclats),
 - Masque anti-poussière (selon les tâches)

5. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.**5.1 AUTRES CHANTIERS A PREVOIR**

- Dans le cadre de l'opération, il est toujours possible que d'autres entreprises ou du personnel des Services Techniques du CHM interviennent.
- Concernant leurs propres prestations :
 - Ils les réaliseront en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la Loi n°14.18 du 31.12.1993, portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92.57 du 24.06.92 et définies par les décrets du 26.12.94 et du 4 et 6 mai 1995.
 - En particulier, les Maîtres d'ouvrage se concerteront pour prévenir les risques résultants de l'interférence de leurs interventions, selon l'article L 4531-3 de la Loi n° 14.18 du 31.12.1993.

6. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT**6.1 HYGIENE ET CONDITIONS D'HEBERGEMENT**

- Le Décret du 8 Janvier 1965, déjà cité, précise les conditions de vie et la qualité des installations destinées à recevoir, au moins durant les repas et le changement de vêtements, le personnel effectuant ces travaux, et vise à leur assurer un minimum de confort et une certaine décence.
- L'attention de l'Entreprise est attirée sur les modifications apportées par le décret n° 95-607 du 6 mai 1995 au décret n° 65-48 du 8 Janvier 1965 concernant la mise à disposition des installations collectives.

6.2 CANTONNEMENTS

Sanitaires homme-femme du site.

Vestiaire - réfectoire – non prévus pour cette opération

7. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE, Y COMPRIS LES RISQUES D'INCENDIE.

7.1 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES A L'OPERATION

Consignes générales

APPEL UNIQUE EUROPEEN		112
SAMU		15
POLICE SECOURS / GENDARMERIE		17
POMPIERS		18

7.2 MESURES D'ORGANISATION DES SECOURS

Généralités.

- Dès la phase de préparation et pendant la durée des travaux, chaque entreprise :
 - o Etablira un organigramme nominatif du personnel compétent pour assurer les secours.
 - o Devra faire figurer sur le PPSPS les procédures de secours et d'évacuation (en cas d'incendie, d'inondation, d'éboulement, de la présence d'un risque électrique et d'une fuite de gaz, de noyade, etc.) et être affichées dans les locaux du personnel.
 - o Renseignera l'affiche « appel en cas d'accident » et veillera à ce qu'elle soit toujours accessible et qu'elle présente une parfaite lisibilité.
 - o Tiendra à jour la liste nominative des secouristes présents sur le chantier et celle du matériel médical (concertation prévue au paragraphe 6-3).
- Le Coordonnateur sera informé de tout accident ou incident immédiatement après les faits. Les Organismes de Prévention compétents des lieux de l'opération devront également être avisés dans les 48 heures.

Accès aux secours, repérage des lieux.

- Les voies d'accès aux travaux et aux cantonnements devront être constamment praticables.

Matériel de secours.

- Boîte à pharmacie.
- Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier et compléter régulièrement). Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où cette boîte est entreposée.

Poste de travail isolé.

- Tout travailleur dont le poste de travail sera isolé du reste de l'entreprise ou de l'équipe, devra faire l'objet d'une surveillance directe « champ de vision » ou désignera deux ouvriers, même s'il n'en nécessite qu'un seul.

ORGANISMES DE SECOURS à partir du CHM**INTERIEUR OU EXTERIEUR**

Incendie	18
S. A. M. U. (D'un poste intérieur)	15
_ INTERIEUR seul	
Standard du CHM	9
Ophthalmologie Consultations (Infirmière)	34 608
_ EXTERIEUR / Code d'accès - Faire le 0	
Police - Gendarmerie	17
Centre Antipoison	02.41.48.21.21

PC SECURITE DU CHM : 02 43 43 29 50 ou 2020 depuis un poste intérieur

PREVENIR EGALEMENT LES SERVICES TECHNIQUES**DU C. H. M.**

Secrétariat des Services Techniques

_ 02.43.43.24.95
 ou 02.43.43.43.43. Poste 33 802 ou 33 398

7.3 DISPOSITIONS PROPRES A CHAQUE ENTREPRISE

Sauveteurs secouristes du travail.

- Chaque Entrepreneur devra assurer la présence de Sauveteurs secouristes du travail (SST) propres à son entreprise ou par concertation avec les autres entreprises présentes réellement sur le chantier, en s'inspirant des conditions fixées par l'article R 4224-15 du Code du Travail.

|| Les Sauveteurs secouristes du travail (SST) devront être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc.).

7.4 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

- Des extincteurs en nombre suffisant selon les risques mis en place dans les cantonnements (bureaux de chantier, locaux d'accueil et d'hygiène, etc.).
- La fourniture, la mise en place et la vérification des extincteurs seront à la charge de l'Entreprise titulaire.
- Tout travail présentant un risque d'incendie devra être porté à la connaissance du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS qui en apprécieront la faisabilité.
- Le stockage sur le chantier de produits inflammables est interdit.
- Il est rappelé que les feux ouverts de quelque nature que ce soit sont interdits sur le chantier.
- Il est interdit de fumer sur le chantier.

7.5 EXEMPLE DE FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT

Voir modèle joint en annexe

8. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.

8.1 ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE

- Toutes les entreprises intervenant sur le site, titulaires et sous-traitants, devront établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) dans un délai d'au moins 30 jours à dater de la réception du contrat signé du représentant du Maître d'Ouvrage.
- Avant chaque intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le Coordonnateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage pour la phase réalisation. Cette inspection a pour but de préciser en fonction des travaux à réaliser et des risques inhérents à leur réalisation, à la co activité ou à l'activité simultanée des autres intervenants, les consignes de sécurité et de protection de la santé à observer.
- Cette inspection commune aura lieu avant l'élaboration définitive du PPSPS, de manière à intégrer dans ce document les consignes qui résulteraient de cette inspection.
- Chaque entreprise et sous-traitants devront communiquer leur PPSPS avant tout début de travaux au Coordonnateur SPS de la phase réalisation.
- Préalablement, le PPSPS devra avoir été signé pour accord et observations éventuelles par le Médecin du travail de l'Entreprise ou à défaut par les délégués du personnel.
- Après avis du Coordonnateur SPS, le PPSPS de chaque entreprise sera complété, harmonisé avec les autres PPSPS
- Le PPSPS pourra être consulté à tout moment sur le chantier :
 - o Par le personnel de l'Entreprise.
 - o Par les représentants du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage
 - o Par les représentants de l'Inspection du Travail, de la CRAM ou de l'OPPBTP
- Le PPSPS sera continuellement mis à jour en fonction des évolutions du chantier ou d'éléments nouveaux.
- Le PPSPS sera conservé par l'Entreprise pendant 5 ans à dater de la date de réception de l'ouvrage.
- Toute entreprise ou sous-traitant intervenant sur l'opération pourra demander au Coordonnateur SPS de lui communiquer les PPSPS des autres intervenants.
- Le canevas de PPSPS est joint en annexe au présent PGC

8.2 ENTREPRISES TITULAIRES

- Obligation pour tout titulaire de remettre à ses sous traitants
 - o Un exemplaire du présent PGCSPS,
 - o Un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie de chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs (ce peut être son propre PPSPS).

8.3 SOUS TRAITANTS

- Dans le cas où une entreprise sous traite tout ou partie de l'exécution du marché conclu avec la Maître d'Ouvrage, elle doit remettre au ou à chaque sous-traitant un exemplaire du présent PGC.
- Il devra également remettre un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.
- Chaque sous traitant a donc l'obligation d'établir son PPSPS, après remise de ces documents, préalablement à toute intervention sur le chantier dans un délai d'au moins 30 jours après réception du contrat de sous traitance signé de l'Entrepreneur.
- Ce délai pourra être ramené à 8 jours pour les travaux accessoires si ceux-ci ne relèvent pas de travaux à risques particuliers définis par arrêté.



- Les PPSPS seront élaborés dans les mêmes conditions qu'à l'article 7.1.

8.4 TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

- Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant une activité sur le chantier sont assujettis :
 - o A établir un PPSPS et à le remettre au Coordonnateur SPS.
 - o Au respect de la réglementation en vigueur et en particulier les décrets n°95-607 et 95-608 du 06 mai 1997
- Le présent PGC leur est applicable.

8.5 PERSONNELS INTERIMAIRES

- Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :
 - o Que le personnel est apte à effectuer le travail;
 - o Que le certificat d'aptitude médicale a bien été délivré;
 - o Que le personnel bénéficie de cartes de travail ou de séjour en règle;
 - o Qu'il a suivi la formation à la sécurité adéquate;
 - o Qu'il est correctement équipé des moyens de protection individuelle.
- Les entreprises devront également informer les personnels intérimaires des risques, encourus et des règles de sécurité comme pour leur propre personnel.

8.6 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ENTREPRISES

- La tenue du respect des délais ne saurait être un obstacle aux règles de sécurité.
- L'Entreprise sera donc tenue de mettre en œuvre tous les moyens compatibles entre les respects des délais et de règles de sécurité.
- Dans le cas d'une difficulté ou d'une impossibilité, l'Entreprise devra en informer immédiatement le Coordonnateur SPS.
- Dans le cas d'une situation litigieuse, le Coordonnateur SPS pourra consulter ou faire appel à un organisme spécialisé.
- Il est rappelé à l'Entreprise que lorsque qu'un risque sérieux d'atteinte à l'intégralité physique d'un intervenant existe du fait de l'inobservation ou du manque des règles de sécurité, le Coordonnateur pourra en référer au Maître d'Ouvrage qui prendra toutes les mesures adéquates notamment en faisant arrêter le chantier.
- L'Inspecteur du Travail pourra également saisir le juge des Référé pour une fermeture temporaire du chantier (article L 4735-1 et L 4732-2 du Code du travail)
- L'entreprise responsable en subira alors toutes les conséquences pénales et financières

8.7 SUJETIONS DUES A LA PRESENCE SIMULTANEE D'ENTREPRISES SUR LE CHANTIER

- Les Entreprises sont tenues de participer aux réunions de chantier pendant lesquelles la coordination de sécurité sera abordée, notamment en ce qui concerne :
 - o Le calage permanent du calendrier d'exécution,
 - o L'organisation de la co-activité,
 - o L'organisation de la circulation,
 - o L'analyse des mesures de sécurité en cours et la définition des mesures à observer,
 - o L'intervention de nouvelle Entreprise.

9. DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE.

Les Entreprises communiqueront au Coordonnateur SPS dans les conditions prévues pour la remise du dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) tous les documents de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures :

- * accès,
- * notices techniques,
- * fiches des matériaux et matériels mise en œuvre,
- * conditions d'interventions,
- * plans,
- * etc...

Ces documents, complétés par les indications ou ceux du Maître d'œuvre, serviront à l'élaboration, par le Coordonnateur SPS, du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) qui sera remis au Maître d'Ouvrage à la fin de l'opération après réception.

- ZONES D'ACTIVITE:
- OPERATION DE MAINTENANCE
 - Nature des travaux:
 - Périodicité: Durée: Effectif:
 - Matériels et matériaux à approvisionner ou à évacuer (nature, dimensions, poids...):
 - Moyens de manutention nécessaires (nature, dimensions, poids...):
 - Energies et fluides utilisés (électricité, eau, gaz, air comprimé...):
- MOYENS DE PREVENTION:
 - Moyens d'accès:
 - Zones de travail (dimensions, caractéristiques mécaniques...):
 - Dispositifs de protection prévus pour les accès et zones de travail (garde-corps, isolement des réseaux, équipements, ventilation, éclairage, extincteurs...):
 - Moyens de manutention prévus (caractéristiques des appareils, structures d'accueil...):
 - Procédures de travail:
 - identification et consignation des réseaux ou équipements:
 - notice d'intervention:
 - Formation spécifique des intervenants:
 - ressources à utiliser (plans, notes de calcul, notices d'entretien):
 - dispositions particulières à mettre en place pour pallier aux risques résiduels, y compris présence de tiers:

10. ANNEXES.

Annexe n° 1 : P.P.S.P.S.

Annexe n° 2 : Boîte de secours

Annexe n° 3 : Fiche d'intervention de sous-traitant

Annexe n° 4 : Consignes de premiers secours

ANNEXE 1

P.P.S.P.S.

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Article R4532-63

- Le plan particulier de sécurité indique :

- 1° Les nom et adresse de l'entrepreneur ;
- 2° L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ;
- 3° Le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

Article R4532-64

- Le plan particulier de sécurité est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier.

A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

- 1° Les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques spécifiques découlant :
 - a) De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;
 - b) Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;
- 2° La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 ;
- 3° Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux

Article R4532-65

- Lorsqu'il ressort du plan général de coordination et de l'évaluation préalable des risques menée par l'entreprise que des mesures mentionnées à l'article R. 4532-64 n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue à l'article L. 4532-8, l'employeur le mentionne expressément sur le plan.

Article R4532-66

- Le plan particulier de sécurité :

- 1° Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs sur le chantier ;
- 2° Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de produits, aux déplacements des travailleurs, à l'organisation du chantier ;
- 3° Indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent ;

4° Précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

Article R4532-67

- Le plan particulier de sécurité comporte de manière détaillée :

1° Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, notamment :

- a) Les consignes de premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
- b) Le nombre de travailleurs du chantier formés pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
- c) Le matériel médical existant sur le chantier ;

d) Les mesures prises pour évacuer, dans les moindres délais, dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves ;

2° Les mesures assurant l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés aux travailleurs. Il mentionne, pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

NOTE GENERALE

- 1/ Le P.P.S.P.S. doit être signé par son rédacteur et porté à la connaissance du personnel d'exécution.
- 2/ Le Médecin du travail et les délégués du personnel peuvent consulter pour avis le P.P.S.P.S. - Dans ce cas, le P.P.S.P.S doit faire mention de ces avis,
- 3/ Un exemplaire à jour du P.P.S.P.S. doit être tenu en permanence sur le chantier. Si l'entreprise ne peut appliquer toutes les mesures prévues dans le P.P.S.P.S., elle rédige un avenant au P.P.S.P.S. dans lequel elle indique les mesures compensatoires d'une efficacité au moins équivalente qu'elle mettra en oeuvre.

ANNEXE 2**Boîte de secours**

Personne responsable de la boîte de secours : Monsieur

Contenu minimum de la boîte de secours se trouvant dans le bungalow-vestiaire du chantier

- * Coussin hémostatique (type Chut) 1 unité
- * Couverture iso thermique 1 unité
 - * Echarpes de toile (triangle, rectangle ou isocèle de 1,00 m de côté) 2 unités
- * Sacs plastiques de 0,25 m x 0,15 m 2 unités
- * Epingles de sûreté 12 unités

MATERIEL PETITS SOINS

- * Compresses, grand modèle (0,30 m x 0,30 m) sous conditionnement individuel) 20 unités
 - * Pansements auto-adhésifs (assortiment sous conditionnement individuel) 10 unités
- * Bandes de gaz élastique (type Nylex) :
 - 3,00 m x 0,07 m 3 unités
 - 3,00 m x 0,10 m 3 unités
- * Bande de toile non extensive (4,00 m x 0,10 m) pour contention..... 1 unité
- * Flacons compte-gouttes pour détergent antiseptique (type Septivon, hémomidine) 2 flacons de 125 ml
- * Sparadrap déchirable (5,00 m x 0,02 m) 2 unités
- * Liquide de bain oculaire (type Dractyosérum) 1 flacon de 125 ml
- * Pince à écharde 1 unité
- * Paire de ciseaux à bouts ronds (14 cm) 1 paire
- * Sachet de gants à usage unique 1 sachet de 10
- * Biafine 1 tube

(Liste préconisée par l'O.P.B.T.P.)



ANNEXE 3**FICHE d'INTERVENTION
de SOUS TRAITANCE**

NOM DE L'OPERATION :

ENTREPRISE TITULAIRE :
(coordonnées + responsable)

ENTREPRISE SOUS TRAITANTE :
(coordonnées + responsable)

EFFECTIF :

DATE et DELAIS d'INTERVENTION :

DESCRIPTIF DES TRAVAUX SOUS-TRAITANT :

DISPOSITIONS PARTICULIERES :

--oOo--

L'Entreprise sous-traitante atteste avoir reçu de l'Entreprise titulaire et avoir pris connaissance du PGC SPS et du PP SPS de l'Entreprise

L'Entreprise sous-traitante s'engage à respecter les dispositions définies dans ces deux documents et établira son propre PPSPS.

Entreprise titulaire

Entreprise sous-traitante

ANNEXE 4

CONSIGNES DE PREMIERS SECOURS

Affichage obligatoire sur le chantier

EN CAS D'ACCIDENT GRAVE, LE TEMOIN DOIT :

GARDER SON SANG FROID

PROTEGER

PROTEGER LA VICTIME

Ne pas la déplacer, surtout s'il s'agit d'une chute
(risque d'aggraver ses blessures)

ALERTER

Appeler ou faire appeler au n° 18 POMPIERS
et dire

**ici chantier
donner l'adresse du chantier**

Nature de l'accident (chute, plaie, brûlure,...)
Notre N° de téléphone est le :

**ENVOYER QUELQU'UN A L'ENTREE
POUR GUIDER LES SECOURS**

SECOURIR

SECOURISTE (S) DU CHANTIER :

La boîte à pharmacie se trouve dans :
Infirmierie - N° de téléphone :